

Soudan

Performances macroéconomiques

La croissance du PIB réel était estimée à 4,1 % en 2018, en légère hausse par rapport aux 3,3 % enregistrés en 2017. Concernant l'offre, les industries extractives (croissance de 6,3 %), l'agriculture (3,7 %) et l'industrie manufacturière (1,5 %) ont été les principaux moteurs de la croissance. Concernant la demande, la consommation privée a été le principal facteur de croissance, entravée cependant par le déficit de la balance courante, estimé à 2,4 % du PIB en 2018. L'inflation élevée et la suppression progressive des subventions à l'énergie ont également freiné la croissance. Bien que le chômage ait atteint 18 % en raison d'une dépréciation rapide du taux de change et d'une inflation persistante, la pauvreté et les inégalités ont diminué entre 2010 et 2015. Toutefois, le manque de données disponibles ne permet pas d'analyser la façon dont les déclinés ont affecté la transformation structurelle.

Le Soudan est surendetté, avec une dette extérieure estimée à 62 % du PIB en 2018. La levée des sanctions américaines devrait normaliser les relations avec les créanciers et accélérer, dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés, les négociations sur un allègement de la dette. L'inflation a grimpé à 43 % en août 2018 contre 38,8 % en août 2017, sous l'effet d'une forte dévaluation de la livre soudanaise et de la monétisation du déficit budgétaire. La pénurie de devises et un taux de change officiel surévalué ont provoqué une situation d'urgence et la création d'un marché parallèle de devises.

Perspectives : facteurs positifs et négatifs

La croissance du PIB réel devrait s'établir à 3,6 % en 2019 et 3,8 % en 2020 ; celui-ci bénéficie de deux facteurs, à savoir un engagement ferme en faveur de la politique macroéconomique en cours et des réformes structurelles. Parmi celles-ci, relevons la suppression des exonérations fiscales, la réduction des dépenses publiques, la rationalisation des importations, mais aussi la mise en place de mesures incitatives pour doper les exportations, stimuler la reprise de l'industrie manufacturière et

augmenter la consommation privée. Il sera également capital de résoudre le problème de la dette pour concrétiser les perspectives économiques. L'accord de paix signé en septembre 2018 pour mettre fin à la guerre civile au Soudan du Sud a encouragé les gouvernements du Soudan et du Soudan du Sud à ouvrir quatre points de passage frontaliers pour faciliter les flux humanitaires et commerciaux et doubler la production de pétrole. Parmi les risques, notons la persistance des conflits civils et l'insécurité dans les États du Nil Bleu, du Darfour et du Kordofan du Sud.

Parmi les principaux défis figurent les faibles capacités institutionnelles et humaines, le taux de chômage élevé des jeunes, le fardeau de la dette extérieure et le changement climatique. Le Soudan reste typiquement un État en transition confronté aux carences de ses capacités institutionnelles et humaines. Chaque année, plus de 130 000 jeunes entrent sur le marché du travail avec seulement 30 000 postes vacants, ce qui constitue un défi considérable pour le pays. L'encours de la dette extérieure, qui est passée de 18 milliards USD en 1995 à 53,6 milliards USD en 2016, pour remonter à 56 milliards USD en 2018, est insoutenable et limite donc les perspectives de reprise économique du pays. De plus, le Soudan connaît une dégradation environnementale grave et prolongée due à la faiblesse des précipitations et à la surexploitation des arbres, des sols et des pâturages.

De nombreuses opportunités existent, comme l'énorme potentiel agricole inexploité, l'optimisation des politiques nationales, et le potentiel du secteur privé. Environ 63 % de la superficie terrestre du Soudan sont constitués de terres agricoles qui conviennent à une grande variété de cultures et d'élevage. Le Soudan offre également d'énormes possibilités d'investissement privé dans les domaines suivants : l'agriculture irriguée à grande échelle, la production laitière et l'élevage, les entreprises forestières productrices de gomme arabique et la chaîne d'approvisionnement en cuir destiné aux exportations régionales et mondiales ; le revenu national et en devises étrangères pourrait ainsi augmenter en encourageant les exportations de produits manufacturés et semi-manufacturés.



Source : Données des administrations nationales ; les chiffres sont estimés pour 2018 et projetés par les auteurs pour 2019 et 2020.